



Fiches pédagogiques HPST > Ressources humaines du système de santé > Les directeurs

Détachement d'un directeur sur un contrat de droit public

Le principe

Conformément aux dispositions prévues à l'article 9-2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, les fonctionnaires peuvent être détachés, sur un contrat de droit public, pour exercer les fonctions de directeur des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi.

Ce détachement est prononcé pour une mission d'une durée limitée visant à rétablir le fonctionnement régulier d'un de ces établissements.

Le contexte

La mission proposée aux fonctionnaires détachés dans les conditions prévues à l'article 9-2 de cette loi sur l'emploi de chef d'établissement a pour objectif de rétablir le fonctionnement régulier d'un établissement. Ceci notamment en raison de l'impossibilité de réunir les instances de dialogue social ou en cas de défaillances dans la gestion préventive des risques, sans que la situation ne relève des conditions prévues pour la mise sous administration provisoire à l'article L.6143-3-1 du code de la santé publique.

Les enjeux

Il s'agit de permettre à des fonctionnaires confirmés d'être rémunérés sur un contrat de droit public en tenant compte de leurs parcours professionnels et de leurs qualifications afin de diriger, pour une période limitée, des établissements en situation difficile.

Les modalités pratiques

Lorsque le directeur général de l'agence régionale de la santé (ARS) ou le préfet de département, en fonction de leur champ de compétence respectif, constate le dysfonctionnement d'un établissement, il propose au ministre chargé de la santé, sur présentation d'un rapport motivé, le détachement d'un fonctionnaire sur un contrat de droit public pour assurer la direction de cet établissement, dans le cadre d'une mission visant à rétablir le bon fonctionnement de ce dernier.

Après accord du ministre chargé de la santé, le directeur général de l'ARS ou le préfet de département fixe la durée de la mission, dans la limite de 2 années. A titre exceptionnel, l'achèvement du programme engagé peut conduire à prolonger la mission dans la limite d'un an.

Le nombre de directeurs pouvant être détachés sur contrat est fixé à 10 par arrêté du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de la fonction publique en date du 27 juillet 2010.

Le centre national de gestion (CNG) assure la publication de l'emploi de directeur correspondant au journal officiel. Le directeur général du CNG transmet les candidatures au directeur général de l'ARS ou au préfet de département. Ces derniers examinent les candidatures et transmettent le nom du candidat retenu au directeur général du CNG. Ce dernier procède ensuite au détachement du fonctionnaire.

Un contrat écrit est établi entre le directeur et le directeur général de l'ARS ou le préfet de département, selon le type d'établissement concerné.

Ce contrat est conclu pour une durée déterminée correspondant à la durée du détachement. Il peut être renouvelé dans la limite précitée : il indique la nature de la mission confiée, les objectifs assignés dans le cadre de cette mission, sa date d'effet et sa durée.

Il mentionne :

- le montant de la rémunération brute annuelle, établi en fonction de la rémunération antérieure du directeur, incluant les primes et indemnités ;
- l'attribution éventuelle d'une part variable de rémunération en fonction des résultats de l'évaluation, fixée dans la limite de 30% de la rémunération principale.

Au terme du contrat, le détachement cesse, sans ouvrir droit à aucune indemnité. Le fonctionnaire est réintégré dans son corps d'origine selon les dispositions de droit commun.

Textes de référence

- décret n° 2010-885 du 27 juillet 2010 relatif au détachement sur un contrat de droit public des fonctionnaires dirigeant un établissement mentionné à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- article 9-2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la FPH ;
- décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;
- arrêté du 27 juillet 2010 pris en application de l'article 2 du décret n° 2010-885 du 27 juillet 2010 relatif au détachement sur un contrat de droit public des fonctionnaires dirigeant un établissement mentionné à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.